

Nouveaux déplacements des populations dans l'Ouham «... Il faut agir urgemment», alerte l'UNHCR

Les villages Tira 1 et 2 situés dans la préfecture de l'Ouham accueillent depuis le 04 août 2011, plus de 2500 civils qui ont fui la violence et les accrochages entre éleveurs peulhs et les éléments de l'APRD dans les villages Sabo et Satin.

D'après les informations reçues de la mission UNHCR-PAM et DRC, 11 villages situés le long du fleuve Ouham ont été affectés par cette situation, et ont vu leurs populations fuir vers les villages Tira et dans la brousse où ils vivent dans de conditions déplorables. «A Tira 1 et 2, les personnes déplacées vivent dans les familles d'accueil qui ne peuvent pas tous les héberger. Certains passent la nuit à la belle étoile, et se nourrissent essentiellement d'igname sauvage», explique Walter Sanchez, chef de Bureau de l'UNHCR à Paoua.

La situation de ces personnes est d'autant plus déplorable qu'il faut agir rapidement si l'on veut sauver ces populations qui manquent de tout. «Les nouveaux déplacés sont dans un besoin pressant de vivres et non vivres, tels que les couvertures, ustensiles de cuisine, mousti-

quaires, nattes, bâches, etc», informe Walter. «Si rien n'est fait dans les deux semaines qui suivent, nous serons coupés de ces localités à cause des pluies, et ne pourront rien faire pour aider ces populations, composées à majorité d'enfants. Il faut agir urgemment», alerte t-il.

Une équipe de Médecins Sans Frontières Hollande a effectué à deux reprises une clinique mobile à Tira 1 et 2 ; ce qui a permis d'examiner 82 personnes, dont la plupart souffraient de malaria. D'ici à la fin de la semaine (09 septembre) l'UNHCR et DRC vont démarrer la distribution des non vivres et le PAM procédera à la distribution des vivres la semaine prochaine.

Compte tenu des difficultés d'accès liées aux pluies, l'UNHCR recommande qu'un vol de reconnaissance soit effectué pour identifier les villages brûlés et localiser les personnes en déplacement dans la zone afin de leur venir en aide.



Entretien avec les nouveaux déplacés à Tira. Ph UNHCR/N. Foukpio

Enregistrement des réfugiés retournés dans l'Ouham Pendé

L'UNHCR a démarré le 07 août dernier une opération d'enregistrement des réfugiés retournés en provenance du Tchad et du Cameroun. L'opération a commencé sur l'axe Markounda-Maitikoulou et dans la commune de Mia Pendé.

«Pour se faire enregistrer, les réfugiés retournés présentent à l'équipe d'enregistrement une copie de l'attestation d'enregistrement, carte d'identification de réfugié, du sauf-conduit, du formulaire d'enregistrement», explique Aneta Piatek, Chargée de Protection de l'UNHCR à Paoua. «Les informations collectées vont être ensuite vérifiées auprès des bureaux de l'UNHCR au Tchad et au Cameroun», ajoute t-elle.

Au 31 août dernier, l'UNHCR avait déjà enregistré 556 familles retournées, avec

l'aide d'agents d'enregistrement recrutés sur place. «Quelques personnes se sont présentées sans aucun document comme réfugiés retournés. Leur liste a été établie et sera partagée avec les bureaux de l'UNHCR au Tchad et au Cameroun avant de procéder à leur enregistrement», précise Aneta.

Parallèlement à l'enregistrement, l'équipe évalue également les services socio communautaires existants dans ces zones. L'opération se poursuit et les données collectées seront partagées avec les par-



Enregistrement des réfugiés retournés à Markounda. Ph UNHCR/A.Piatek

tenaires.

A Mboki, l'UNHCR améliore les conditions de vie des réfugiés et personnes déplacées

Grâce aux nouvelles parcelles octroyées par les autorités locales du Haut Mbomou, l'UNHCR a pu installer les réfugiés et personnes déplacées de Mboki sur de nouveaux sites où leurs conditions de vie s'améliorent au quotidien.

L'espace initialement octroyé aux réfugiés était si réduit que la plupart d'entre eux vivaient éparpillés dans la ville; ce qui rendait difficile les tâches des différents acteurs impliqués dans leur protection. «Avec ce nouveau site, nous allons mettre un terme au problème de promiscuité et améliorer l'accès à l'eau et d'autres services que nous allons y installer», se réjouit Oscar Nkulu, Chef de Bureau de l'UNHCR à Zemio.

Concernant les personnes déplacées, il était plus que nécessaire de les bouger de l'espace exigu où ils vivaient. «Le nouveau site va permettre aux déplacés de s'ériger des abris et se construire des

latrines adéquates», explique Oscar. Les experts en construction, eau et assainissement de l'UNHCR sont à pied d'œuvre pour permettre aux réfugiés et personnes déplacées de s'installer convenablement sur les nouveaux sites. «Les familles de réfugiés qui squattaient dans l'enceinte de l'école "camp 6" ont reçu des kits de construction et se sont vu s'octroyer 120 parcelles où ils ont commencé à construire leurs abris», informe Diallo M'Bemba, Administrateur Technique de Site de l'UNHCR. Un comité d'hygiène et d'assainissement a été mis en place et formé immédiatement pour être opérationnelle à l'aide du matériel mis à sa disposition.

En ce qui concerne les déplacés, 277 parcelles ont déjà été attribuées aux familles et des bâches leur ont été distribuées pour permettre de construire leurs abris. «70 abris ont déjà été construits», informe Diallo M'Bemba.



Une vue du nouveau site de réfugiés à Mboki et ci-dessous la distribution des bâches aux personnes déplacées. Ph UNHCR



Don de l'UNHCR aux tribunaux de Birao et Ndélé

L'UNHCR a fait un don composé de matériel de travail et mobilier de bureau aux tribunaux de grande instance de Birao et Ndélé.

Au cours de la cérémonie de remise de ce matériel aux autorités du Ministère de la Justice, la Représentante de l'UNHCR, Madame Aminata Gueye, a tenu à souligner que ce geste ne s'inscrit pas dans le mandat de son Agence. «Reconnaissant le rôle crucial que doivent jouer les tribunaux dans l'instauration de l'Etat de droit et la justice, l'UNHCR ne peut rester insensible aux difficultés de fonctionnement de ces instances. Ce geste vise donc à soutenir ces institutions de sorte qu'elles puissent jouer pleinement leurs rôles», précise t-elle.

Réceptionnant ce don, le Directeur de Cabinet du Ministère de la Justice et de la Moralisation a exprimé toute la gratitude de son département à l'UNHCR. «Ce geste revêt tout un symbole pour notre département car il va permettre de soutenir les tribunaux les plus nécessaires de Birao et Ndélé» a-t-il déclaré. «Je puis vous assurer que tout sera mis en œuvre pour acheminer ce don vers les destinataires avec des consignes fermes pour en faire un bon usage dans l'unique intérêt des populations», a-t-il rassuré.



La Représentante de l'UNHCR, remettant le don au Directeur de Cabinet du Ministère de la Justice et de la Moralisation. Ph UNHCR/D. Mbaïorem

L'UNHCR forme les réfugiés urbains en informatique et Internet

Dans le souci de créer des opportunités d'autosuffisance pour les réfugiés urbains, l'UNHCR a lancé le 03 août 2011 un projet de formation en informatique et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication à leur intention.

Ce projet vise entre autres à offrir une formation de qualité en informatique et Internet aux réfugiés, à renforcer les capacités de ceux d'entre eux ayant déjà bénéficié d'une formation initiale dans ce domaine, et à leur permettre d'accéder aux outils de communication moderne et pouvoir garder les liens avec leurs amis et parents à travers le monde.

25 réfugiés de nationalités diverses vivant à Bangui participent à cette formation qui va durer trois mois. «Les réfugiés sont très enthousiastes et comprennent facilement les cours. Certains d'entre eux ambitionnent déjà de se faire embaucher au terme de leur formation dans un cyber café comme opérateur de saisie», explique Gilles Tanguy Kongbo Ngoromi, Coordinateur dudit projet.

Comme quoi, d'ici à Octobre prochain, cette première promotion sera à même de manier convenablement l'outil informatique et de pouvoir se vendre sur le marché de l'emploi.



Les apprenants au cours d'une séance pratique. Ph UNHCR/G.T. Kongbo Ngoromi

Le projet est lancé pour une période initiale de deux ans et devra former à terme 200 réfugiés urbains à travers 8 sessions de formation.